



A Paris, les enseignants se mobilisent contre les suppressions de postes

(AFP) -

Quelque 6,16% d'enseignants d'Île-de-France étaient en grève mardi dans le cadre d'une journée de mobilisation contre les suppressions de postes dans l'Education nationale qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes à Paris, prémices "d'une mobilisation plus grande après les vacances", affirment les syndicats.

Le taux de grévistes est de 6,84% chez les enseignants du premier degré (écoles maternelles et élémentaires) et de 5,77% pour ceux du second degré (collèges et lycées), a détaillé le ministère de l'Education dans un communiqué.

Le taux de grévistes s'élève à 5,12% en moyenne en ajoutant les autres types de personnels, indique-t-il. Il est de 13,3% chez les personnels de la vie scolaire, tout types d'établissements confondus.

Une intersyndicale de l'éducation - rassemblant la FSU (dont le SNUipp-FSU et le SNES-FSU), le SE-UNSA, FO, la CFDT, la CGT et SUD - avait appelé à la grève et à la mobilisation en Île-de-France après l'annonce de suppressions de postes dans les académies de Paris, Versailles et Créteil.

"Le premier degré est particulièrement touché dans ces trois académies", a dénoncé auprès de l'AFP Laurent Bayssière, secrétaire académique du SE-Unsa Créteil, depuis la place de la Sorbonne d'où partait le cortège en direction du ministère.

Selon les syndicats, 140 postes doivent être supprimés dans le premier degré dans l'académie de Créteil, 90 à Paris et 170 à Versailles.

Régulièrement mise en avant par le ministre Edouard Geffray, la baisse démographique "n'est pas un argument", estime Yelena Susic co-secrétaire de la FSU Île-de-France.

"On voit bien qu'il y a moins d'élèves", reconnaît Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, "mais pour autant, vu l'état d'urgence de l'Education nationale, il y a besoin de création d'emplois pour diminuer le nombre d'élèves dans les classes et améliorer les conditions de travail de nos collègues".

Les organisations syndicales réclament l'annulation de toutes les suppressions de postes, aussi bien au niveau régional que national.

Plusieurs mobilisations ont déjà eu lieu à travers la France ces derniers jours. A Paris, des personnels de plusieurs établissements sont en grève depuis le 10 février.

"Cette mobilisation est un premier pas vers une mobilisation plus grande après les vacances", assure Laurent Bayssière.

Le ministère de l'Education a revu à la baisse fin janvier les suppressions de postes d'enseignants pour la rentrée 2026 après une communication prévoyant des chiffres supérieurs à ceux du projet de loi de finances.

Les suppressions de postes d'enseignants dans le premier degré public (écoles) reviennent à 1.891 et celles du second degré (collèges et lycées) à 1.365, comme prévu dans le projet de loi de finances (sur un total d'environ 4.000 suppressions, public et privé confondus).

Afp le 17 févr. 26 à 16 16.